

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**

**ACCORD DU 15 FÉVRIER 2007**  
RELATIF AU FINANCEMENT DES SYNDICATS  
POUR 2007, 2008 ET 2009  
NOR : *ASET0750429M*  
IDCC : 2205

Entre :

Le Conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

Le syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC ;

La fédération commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le Conseil supérieur du notariat participe pour l'année civile 2007 au financement des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national par le versement d'une subvention globale de 240 000 €.

Le Conseil supérieur du notariat participe pour les années civiles 2008 et 2009 au financement des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national par le versement d'une subvention globale dont le montant sera par lui déterminé au 1<sup>er</sup> décembre 2007, pour l'année 2008, et au 1<sup>er</sup> décembre 2008, pour l'année 2009.

**Article 2**

Sauf dispositions législatives ou réglementaires, cette subvention est répartie entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national selon les critères suivants :

- 2/5 de l'allocation répartis de façon égale entre l'ensemble des organisations syndicales des salariés représentatives au plan national ;

- 1/5 de l'allocation réparti de façon égale entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national qui présentent des candidats à l'élection au conseil d'administration de la CRPCEN, critère de représentativité retenu, soit pour le scrutin de 2006, trois syndicats (CGT-FO, CGC et CFDT) ;
- 2/5 répartis entre les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national proportionnellement au nombre de voix obtenues dans le collège des actifs à l'élection au conseil d'administration de la CRPCEN, critère de représentativité retenu, soit pour le scrutin de 2006, 15 159 suffrages valablement exprimées dont 9 466 (62,44 %) pour la CGT-FO, 3 741 (24,68 %) pour la CGC et 1 952 (12,88 %) pour la CFDT.

### **Article 3**

Compte tenu des dispositions des articles précédents, les sommes seront versées au 1<sup>er</sup> juin de chacune des 3 années mentionnées, par chèque, à chacune des organisations syndicales ci-dessous énumérées.

### **Article 4**

Pour l'année 2007, les montants seront les suivants :

- Fédération des services CFDT : 47 565 € ;
- Syndicat national des cadres et techniciens du notariat, affilié à la CFE-CGC : 58 893 € ;
- Fédération commerce, services et force de vente, affiliée à la CFTC : 19 200 € ;
- Fédération nationale des personnels des sociétés d'études, CGT : 19 200 € ;
- Fédération générale des clercs et employés de notaire, affiliée à la CGT-FO : 95 142 €.

### **Article 5**

Lesdites sommes versées et à verser par le conseil supérieur du notariat s'imputeront sur celles qui pourraient être dues par lui en vertu de toute réglementation et/ou convention actuelle et/ou future relatives à l'aide au financement du syndicalisme et au paritarisme.

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée qui s'achèvera le 31 décembre 2009 et ne concernera que les années civiles 2007, 2008 et 2009.

Il pourra être révisé par avenant signé par le Conseil supérieur du notariat et au moins une organisation syndicale de salariés signataire de l'accord d'origine. Cet avenant ne sera toutefois valide que si la majorité des organisations syndicales représentatives dans le champ de l'accord ne s'est pas opposée à son entrée en vigueur.

Si une disposition législative vient réglementer le financement des organisations syndicales pendant la période de validité du présent accord, les partenaires sociaux se réuniront dans les 3 mois de son entrée en vigueur afin de convenir de ses modalités d'application.

Il sera déposé, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 133-8 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 15 février 2007.

(Suivent les signatures.)